

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204361]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de répartition et de transfert des membres du personnel transférés de l'Agence fédérale pour les allocations familiales à la Région wallonne entre les services de l'Agence wallonne de la santé et de la protection sociale, du handicap et des familles et les services de la Caisse publique wallonne d'allocations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, l'article 2, § 3, alinéa 3, modifié par le décret du 3 décembre 2015, l'article 6;

Vu le décret du 12 mars 2015 relatif à la mise à disposition du Gouvernement wallon des membres du personnel d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat transférés à la Région wallonne en exécution de la sixième réforme de l'Etat, l'article 2;

Vu le rapport du 4 mai 2018 visé à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mai 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 mai 2018;

Vu le protocole de négociation n° 741 du Comité de secteur XVI, conclu le 1^{er} juin 2018;

Vu l'avis du Comité de branche 'Familles' de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, rendu le 4 juin 2018;

Vu l'avis n° 63.696/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit, en son article 2, § 3, que l'ensemble du personnel transféré de l'Agence fédérale pour les allocations familiales est intégré au sein de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles alors que les missions liées à la gestion et au paiement des prestations familiales sont dévolues à un autre organisme d'intérêt public à savoir la Caisse publique wallonne d'allocations familiales qui exercera ses activités dès le 1^{er} janvier 2019;

Considérant qu'il convient d'anticiper et d'organiser, avant cette date, l'affectation des membres du personnel concernés et leur transfert subséquent afin, d'une part, de répondre à leur inquiétude croissante et, d'autre part, de doter la Caisse publique wallonne d'allocations familiales des ressources humaines indispensables au lancement de ses activités et à son bon fonctionnement;

Considérant que la prise en compte, dans le processus d'affectation de la manifestation du choix et des préférences des membres du personnel pour un ou plusieurs emplois, est de nature à favoriser la gestion du changement et la motivation des membres du personnel transférés en Région wallonne;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

2° Bureau de paiement wallon : bureaux de paiement de Famifed situés sur le territoire de la Région de langue française à savoir les bureaux de paiement du Brabant wallon, de Charleroi, de Libramont, de Liège, de Mons, de Namur et de Wallonie;

3° Famifed : l'Agence fédérale pour les allocations familiales;

4° Famiwal : la Caisse publique wallonne d'allocations familiales créée par l'article 23 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

5° membres du personnel : les membres du personnel du rôle linguistique français transférés de Famifed à la Région wallonne en application de l'arrêté royal du 21 mars 2018 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de l'Agence fédérale pour les allocations familiales à la Région wallonne, à la Communauté flamande, à la Communauté germanophone et à la Commission communautaire commune et intégrés à l'Agence à savoir :

a/ les titulaires d'une fonction de management;

b/ les agents;

c/ les stagiaires;

d/ les membres du personnel engagés par contrat de travail ou engagés dans le cadre d'une convention de premier emploi en application de l'article 31 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

6° qualifications : titres, expériences, compétences techniques, génériques ou managériales expressément requises dans la description de fonction.

Les stagiaires visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, c/, sont considérés comme titulaires de la classe ou du grade dans lequel ils ont été recrutés.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, d/, sont considérés comme titulaires de la classe ou du grade correspondant à la fonction dans laquelle ils ont été engagés ou, si cela n'est pas mentionné dans le contrat de travail, de la classe ou du grade auquel est liée l'échelle dans laquelle leur rémunération est fixée.

Art. 2. Les membres du personnel sont répartis entre les services de Famiwal et de l'Agence de la manière suivante :

1° les membres du personnel occupés au sein d'un bureau de paiement wallon au moment du lancement de l'ordre de service visé à l'article 3, sont transférés à Famiwal au 1^{er} janvier 2019 et sont affectés à l'emploi correspondant à la fonction exercée chez Famifed immédiatement avant le transfert de la compétence 'Prestations familiales', au sein du bureau régional équivalent en Région wallonne, sauf si ils manifestent expressément leur volonté de changer d'affectation dans le cadre de l'ordre de service visé à l'article 3;

2° les autres membres du personnel sont affectés à un emploi à pourvoir auprès de Famiwal ou de l'Agence, sur base volontaire.

Art. 3. § 1^{er}. Un ordre de service est rédigé qui énumère les emplois à pourvoir au sein de Famiwal et à l'Agence, en lien avec le transfert de la compétence 'Prestations familiales' et qui est accompagné des descriptions de fonction correspondant aux emplois à pourvoir.

§ 2. L'ordre de service accompagné d'un questionnaire standardisé de bilan de compétences est envoyé à tous les membres du personnel par envoi recommandé avec accusé de réception. Ce courrier invite les membres du personnel à faire savoir, par envoi recommandé dans un délai de quarante jours suivant la date d'envoi, dans quel emplois à pourvoir au sein de Famiwal ou de l'Agence, énumérés dans l'ordre de service, ils souhaitent être affectés et selon quel ordre de préférence, avec un maximum de trois emplois.

Les membres du personnel adressent leur demande auprès de la Direction Ressources humaines de l'Agence.

Un membre du personnel peut introduire une demande uniquement pour des emplois correspondant au niveau ou à la classe à laquelle il a été engagé, recruté ou promu.

§ 3. Les emplois à pourvoir au sein de Famiwal et à l'Agence sont attribués aux membres du personnel, qui ont introduit une demande au sens du paragraphe 2, comme suit :

1° pour chaque emploi, les candidats sont classés dans l'ordre suivant :

a) les membres du personnel chargés à Famifed des tâches correspondant à cet emploi et disposant des qualifications requises dans la description de fonction, le cas échéant;

b) les autres membres du personnel;

2° dans chacun des groupes énumérés au point 1°, les membres du personnel sont classés dans l'ordre suivant :

a) les titulaires d'une fonction de management et les agents;

b) les stagiaires;

c) les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail;

d) les membres du personnel engagés dans le cadre d'une convention de premier emploi en application de l'article 31 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

3° dans chacun des groupes énumérés au point 2°, les membres du personnel sont classés dans l'ordre suivant :

a) les membres du personnel comptant la plus grande ancienneté de classe ou de grade;

b) à ancienneté de grade ou de classe égale, le membre du personnel comptant la plus grande ancienneté de service;

c) à ancienneté de service égale, le membre du personnel le plus âgé;

4° seuls les membres du personnel qui sont classés en ordre utile sont affectés, conformément à leur demande.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, le critère de l'ancienneté de grade ou de classe visé ne s'applique pas aux membres du personnel qui n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service des membres du personnel qui n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat concerne la période pendant laquelle ils ont, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un organisme de la fonction publique administrative fédérale, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

§ 4. Les membres du personnel dont les demandes et préférences n'ont pas été rencontrées ainsi que les membres du personnel qui n'ont pas manifesté leur volonté dans le cadre de l'ordre de service visé au paragraphe 1^{er}, font l'objet, à l'issue du déroulement de la procédure visée au paragraphe 3, d'un bilan de compétences personnalisé sur la base du questionnaire standardisé. L'Agence peut prévoir un entretien individuel avec l'ensemble des candidats pour un même emploi afin de récolter des informations complémentaires.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} sont affectés à un emploi correspondant à leurs niveau, classe ou grade au sein des services de Famiwal ou de l'Agence en fonction des nécessités respectives de ces deux organismes.

§ 5. Les membres du personnel qui, conformément aux procédures d'affectation visées aux paragraphes 3 et 4, sont destinés à Famiwal, y sont transférés au 1^{er} janvier 2019.

Les membres du personnel sont transférés nominativement à Famiwal par un arrêté du Gouvernement. Ces transferts ne constituent pas de nouvelles nominations.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2018.

Art. 5. La Ministre de l'Action sociale et de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204361]

19 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden, overgedragen van het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag naar het Waals Gewest, tussen de diensten van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) en de diensten van het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waals openbaar kinderbijslagfonds), verdeeld en overgedragen worden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid van 29 september 2011, artikelen 2, § 3, lid 3, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, artikel 6;

Gelet op het decreet van 12 maart 2015 betreffende de terbeschikkingstelling van de Waalse Regering van de personeelsleden van instellingen van openbaar nut en van andere diensten van de Staat die overeenkomstig de zesde Staatshervorming naar het Waalse Gewest worden overgedragen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het rapport van 4 mei 2018 bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 mei 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 mei 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 mei 2018;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 741 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 1 juni 2018;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 4 juni 2018;

Gelet op advies nr. 63.696/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, in artikel 2, § 3, bepaalt dat het gezamenlijk personeel, overgedragen van het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag opgenomen wordt in het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" terwijl de opdrachten in verband met het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen aan een andere instelling van openbaar nut toegewezen worden, namelijk het Waals openbaar kinderbijslagfonds, dat zijn activiteiten vanaf 1 januari 2019 uit zal oefenen;

Overwegende dat voor die datum op de toewijzing van de betrokken personeelsleden en hun dienovereenkomstige overdracht geanticipeerd en in de organisatie ervan voorzien dient te worden om de groeiende ongerustheid van de personeelsleden weg te nemen en anderzijds het Waals openbaar kinderbijslagfonds te voorzien van de onontbeerlijke menselijke inzet met het oog op de opstart van de activiteiten en op diens goede werking;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

2° Waals betaalbureau : betaalbureaus van Famifed op het Franstalig grondgebied, namelijk de betaalbureaus van Waals-Brabant, Charleroi, Libramont, Luik, Bergen, Namen en Wallonië;

3° Famifed : het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag;

4° Famiwal : Het Waals openbaar Kinderbijslagfonds, opgericht bij artikel 23 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

5° personeelsleden : de personeelsleden van de Franse taalrol, overgedragen van Famifed naar het Waalse Gewest overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 maart 2018 tot bepaling van de regels voor de overdracht van de personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag aan het Waalse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en opgenomen in het Agentschap namelijk :

a/ de houders van een managementfunctie;

b/ de personeelsleden;

c/ de stagiairs;

d/ de personeelsleden die in dienst genomen zijn met een arbeidsovereenkomst of aangeworven zijn in het kader van een startbaanovereenkomst overeenkomstig artikel 31 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

6° kwalificaties : titels, ervaring, technische, generische of managementvaardigheden die uitdrukkelijk vereist zijn in de functieomschrijving.

De stagiairs bedoeld in lid 1, 5°, c/, worden als houders van de klas of de graad waarin ze zijn aangeworven, beschouwd.

De personeelsleden, in dienst genomen bij arbeidsovereenkomst, bedoeld in lid 1, 5°, d/, worden als houders van de klas of van de graad beschouwd die overeenstemt met de functie waarin ze zijn aangeworven of, als dat niet in de arbeidsovereenkomst opgenomen is, van de klas of de graad waaraan de schaal gekoppeld is waarin hun bezoldiging is vastgesteld.

Art. 2. De personeelsleden worden tussen de diensten van Famiwal en het Agentschap verdeeld, op volgende wijze :

1° de personeelsleden, tewerkgesteld in een Waals betaalbureau op het ogenblik van de activering van de dienstorder bedoeld in lid 3, worden op 1 januari 2019 naar Famiwal overgeplaatst en toegewezen in de betrekking die overeenstemt met de functie uitgeoefend bij Famifed onmiddellijk voor de overheveling van de bevoegdheid "Gezinsprestaties" in het overeenstemmend gewestelijk bureau in het Waals Gewest, behalve als zij uitdrukkelijk de wens te kennen hebben gegeven, in het kader van de dienstorder bedoeld in artikel 3, van affectatie te veranderen;

2° de andere personeelsleden worden toegewezen in een betrekking waarin bij Famiwal of het Agentschap voorzien dient te worden, op vrijwillige basis.

Art. 3. § 1. Een dienstorder wordt opgesteld, waarin de te voorziene betrekkingen bij Famiwal en het Agentschap in verband met de overdracht van de bevoegdheid "Gezinsprestaties" opgesomd worden, met als bijvoegsel de functieomschrijvingen die bij de te voorziene betrekkingen passen.

§ 2. De dienstorder wordt samen met een standaardvragenlijst voor een beoordeling van de vaardigheden aan alle personeelsleden gericht, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. In dat schrijven worden de personeelsleden uitgenodigd om bij aangetekend schrijven in een termijn van veertig dagen volgend op de verzenddatum te kennen te geven in welke te voorziene betrekkingen ze bij Famiwal of het Agentschap, opgesomd in de dienstorder, toegewezen willen worden, en volgens voorkeur met een maximumkeuze van drie betrekkingen.

De personeelsleden richten hun verzoek aan de Directie Human Resources van het Agentschap.

Een personeelslid kan enkel een verzoek indienen voor betrekkingen die overeenstemmen met het niveau of de klas waarin hij in dienst genomen, aangeworven of bevorderd is.

§ 3. De te voorziene betrekkingen bij Famiwal en het Agentschap worden aan de personeelsleden toegewezen die een verzoek in de zin van paragraaf 2 hebben ingediend, als volgt :

1° voor elke betrekking worden de kandidaten in deze volgorde gerangschikt :

a) de personeelsleden die bij Famifed belast zijn met de taken die met deze betrekking overeenstemmen en die over de in de functieomschrijving vereiste kwalificaties beschikken, in voorkomend geval;

b) de andere personeelsleden;

2° in elke groep, opgesomd in punt 1°, worden de personeelsleden in deze volgorde gerangschikt :

a) de houders van een managementfunctie en de personeelsleden;

b) de stagiairs;

c) de personeelsleden in dienst genomen in het kader van een arbeidsovereenkomst;

d) de personeelsleden die in dienst genomen zijn met een startbaanovereenkomst overeenkomstig artikel 31 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

3° in elke groep, opgesomd in punt 2°, worden de personeelsleden in deze volgorde gerangschikt :

a) de personeelsleden met de hoogste klas- of graadanciënniteit;

b) bij gelijke graad- of klasanciënniteit, het personeelslid met de hoogste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid;

4° enkel de personeelsleden die in nuttige orde gerangschikt staan worden toegewezen volgens hun verzoek.

Betreffende lid 1, 3°, is het bedoelde criterium inzake graad- of klasanciënniteit niet van toepassing op de personeelsleden die niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar hebben.

De dienstanciënniteit van de personeelsleden die niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar hebben heeft betrekking op de periode waarin zij, op welke titel ook en zonder vrijwillige onderbreking, deel uitgemaakt hebben van een instelling bij de federale administratieve overheidsdiensten zoals omschreven in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

§ 4. De personeelsleden wier verzoeken en voorkeuren niet ingewilligd konden worden, evenals de personeelsleden die hun wens niet te kennen hebben gegeven in het kader van de dienstorder bedoeld in paragraaf 1 worden na afwikkeling van de procedure bedoeld in paragraaf 3 persoonlijk op hun vaardigheden beoordeeld op basis van een standaardvragenlijst. Het Agentschap kan in een individueel onderhoud voorzien met alle kandidaten voor éénzelfde betrekking om bijkomende informatie in te winnen.

De personeelsleden bedoeld in lid 1 worden toegewezen in een betrekking die overeenkomt met hun niveau, hun klas of graad in de diensten van Famiwal of het Agentschap, in functie van de respectievelijke noden van beide instellingen.

§ 5. De personeelsleden die overeenkomstig de toewijzingsprocedures bedoeld in de paragrafen 3 en 4 Famiwal als toewijzing hebben, worden op 1 januari 2019 overgedragen.

De overdracht van de personeelsleden naar Famiwal gebeurt bij regeringsbesluit en is nominatief. De overdrachten vormen geen nieuwe benoemingen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2018.

Art. 5. De Minister van Sociale Actie en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI